

À l'occasion de la sortie du dernier ouvrage de Jean-Louis Sanchez *"La Fraternité n'est pas une chimère – 35 réformes indispensables pour rétablir le vivre-ensemble"* (éditions L'Harmattan), *Le Jas* a organisé une discussion à bâtons rompus entre l'auteur du livre, Jean-Louis Sanchez et Jean-Paul Delevoye, auteur de la préface. En 1999, ils avaient lancé ensemble le tout premier "Appel à la Fraternité". 20 ans après, nous avons souhaité savoir où ils en étaient.

FRATERNITÉ LE TEMPS DE L'ACTION

ENTRETIEN ENTRE JEAN-PAUL DELEVOYE ET JEAN-LOUIS SANCHEZ

Le Jas : Depuis 1999, vous êtes engagés l'un et l'autre, et souvent ensemble, dans la défense des trois termes de la devise républicaine, en insistant sur leur caractère indissociable. Pouvez-vous nous en donner les raisons ?

Jean-Paul Delevoye : Dès l'aube du XXI^e siècle j'avais le sentiment que, après trente années de croyance insouciance dans les vertus du seul progrès économique, notre société entrait dans une grave crise de sens, en raison de la régression de toutes nos institutions socialisantes, qu'il s'agisse du travail, de la famille, des croyances religieuses ou des idéologies politiques.

Or, ne croyant plus en un destin collectif, chacun se replie sur sa survie et la préservation de ses intérêts. Le général de Gaulle le disait déjà d'ailleurs : "Lorsqu'il défend une cause, le peuple se transcende ; lorsqu'il défend des intérêts, il se déchire".

La liberté se rétrécit, et on voit l'Homme basculer dans un esclavage moderne. Prenons l'exemple des nouvelles technologies : elles peuvent libérer, mais elles peuvent aussi forger des chaînes d'autant plus dangereuses qu'elles sont invisibles. L'excès d'informations sans tri, sans contrôle, peut manipuler nos comportements, nos pensées. L'intégration dans



20 ans après l'appel de 1999 : où en est-on ?

des “réseaux de semblables” nous conduit à une lecture univoque du monde, au repli individuel ou communautariste. C’est pourquoi, lorsque j’étais au Conseil économique, social et environnemental, j’avais mis en œuvre une démarche dénommée le “sommet des consciences”, pour rechercher collectivement ce qui pourrait restaurer un lien plus substantiel entre liberté et altérité, liberté et diversité, liberté et responsabilité.

De même sur l’égalité, faute d’une perception positive des autres, de leur potentialité, on reste attachés à une lecture statique de l’égalité comme s’il s’agissait seulement d’homogénéiser les droits. Alors que le véritable enjeu est d’offrir à chacun la possibilité d’aller au maximum de ses propres potentialités.

C’est pour ça que la fraternité est nécessaire. Elle n’a rien de compassionnel, c’est un projet politique. C’est elle qui donne un cap aux deux autres dimensions pour éviter leur enlèvement. Elle permet de satisfaire la “gourmandise” du futur, sans laquelle, comme le dit Régis Debray : *“Bien que l’espérance de vie aug-*

mente, l’homme voit sa vie se réduire, parce que limitée au seul présent”.

Jean-Louis Sanchez : Je partage la vision de Jean-Paul Delevoye, car effectivement dès la fin du XX^e siècle, tous les sondages révélaient déjà l’amplification d’une crise de confiance de nos concitoyens s’affichant dans diverses directions : l’avenir du pays, le voisinage, les institutions, les politiques etc. Mon engagement sur la fraternité est né à cette époque et a été renforcé par les études que nous faisons à l’Odas sur les enfants, les personnes âgées, les exclus, avec un constat commun : le caractère extrêmement pathogène du déficit des liens sociaux et des repères éducatifs. Comme l’a dit Jean-Paul, en glorifiant sans réserve depuis les années 1970 l’autonomie des personnes, on en a fait une fin en soi. Alors qu’elle devrait être avant tout une passerelle vers les autres, elle enracine l’individu dans son isolement et dans la peur de l’autre. Et aujourd’hui, la défiance se renforce et elle devient aussi nocive pour le vivre-ensemble que la progression du

chômage et des inégalités. C'est d'ailleurs ce qui explique le retour en force des enracinements d'origine. Et partout la volonté de vivre ensemble s'efface dans les gestes de la vie quotidienne, dans les postures professionnelles, mais aussi dans le déclin de la responsabilité civique et de la démocratie.

C'est cette inquiétude qui m'a convaincu de la nécessité de rétablir une ambition collective, et de redonner tout son sens à la devise républicaine dans ses trois dimensions : mettre la liberté et l'égalité au service de la fraternité.

Le Jas : Pensez-vous que cette nécessité se soit amplifiée ces dernières années ?

J-P. D : Oui, je pense que la période est très inquiétante pour une grande partie de la planète ; car dorénavant c'est le système démocratique lui-même qui est en danger. On le voit aux États-Unis avec Donald Trump qui s'appuie sur des ressorts populistes contraires aux valeurs historiques du Parti Républicain. On le voit aussi en Europe ou en Amérique latine. Cela peut s'analyser comme une pathologie du pouvoir marqué par la disparition brutale des idéologies politiques qui avaient émergé après la guerre de 39-45 et qui reposaient sur un crédo mobilisateur : le progrès économique engendre le progrès social, le développement de la productivité engendre le développement des richesses collectives et individuelles. Aujourd'hui, faute d'ambition collective, c'est la dictature des émotions qui l'emporte sur la pensée critique. Ce qui me fait penser à ce que disait Churchill : *"On se bat pour les prochaines élections, et pas pour les prochaines générations"*.

J-L. S : Le besoin de fraternité est aujourd'hui renforcé par deux menaces qui nous paraissent de plus en plus perceptibles, celle du défi climatique et celle de l'amplification du terrorisme.

Sur le premier point, il m'apparaît indispensable de rappeler que, sans le souci de l'autre, de ses proches et de sa descendance, il sera difficile de surmonter toutes les contraintes que va nécessiter la transition écologique. C'est pourquoi je pense que dans la définition du développement durable, il faut mettre en avant le développement humain, qui est une autre manière de définir la fraternité, comme condition du respect de l'environnement. C'est déjà dans la définition par l'ONU du développement durable, mais c'est rarement pris en considération sur le plan pratique. En ce qui concerne la sécurité, il me paraît évident qu'il n'y aura jamais de sécurité durable sans briser le discours de la haine et celui de la peur. Nous avons d'ailleurs lancé un nouvel appel à la fraternité (pour rappel le premier a été lancé en 1999) en 2015, à la suite des attentats de Paris, pour insister sur la nécessité de ce combat, en appréhendant la diversité non pas comme

un handicap mais comme un atout déterminant dans un monde de plus en plus métissé.

Le Jas : Pourtant vous affirmez tous deux dans l'ouvrage que le moment est propice pour promouvoir des réformes de revitalisation de la citoyenneté et des liens sociaux. Pourquoi ?

J-P. D : Je crois qu'en tenant compte de la prise de conscience par tous les citoyens et les décideurs de la vulnérabilité de la nature et de ses conséquences pour l'homme, on peut réinventer la culture du pouvoir. Dès lors que la notion de fragilité est réintroduite dans les esprits, il y a une responsabilisation possible. Une sensibilité collective et individuelle (d'ailleurs renforcée par les attentats récents) peut faire naître une responsabilité nouvelle sur le plan politique. On l'a vu lors de la Cop 21 : les dirigeants ont su retrouver l'essence même





En 1999, le tout premier Appel à la Fraternité avec, déjà, Jean-Paul Delevoye, Jean-Louis Sanchez et René Lenoir.

de la Politique, c'est-à-dire, transformer les peuples par l'adhésion à une cause plutôt que de les laisser se déchirer sur la défense des intérêts.

D'autre part, on voit progressivement se dessiner une prise de conscience des conséquences destructrices de l'accroissement des inégalités. Si nous n'y prenons pas garde, les fractures de la société s'accroîtront, et nous aurons des chocs de générations au nom de conflits d'intérêts. Les jeunes ne voudront plus payer la retraite des personnes âgées, les bien-portants l'assurance maladie pour les malades... Comment penser face à de tels enjeux, que nous ne soyons pas capables de retrouver le sens de l'autre et le goût de l'action.

J-L. S : Je pense que ce mouvement de la société vers la fraternité s'est déjà considérablement développé localement. Contrairement à une vision pessimiste de notre pays on voit partout se concrétiser des initiatives d'engagement collectif. Il reste que celles-ci ne parviendront à engendrer un grand mouvement de résilience collective que si l'on parvient à rassembler toutes les énergies, celles du local comme celles

du national, autour d'un même objectif. C'est la condition pour parvenir le plus rapidement possible à une mobilisation de toute la société et non pas seulement des acteurs institutionnels. Car rien n'est plus dangereux que de rechercher la source de l'inaction dans le seul comportement des acteurs politiques. Quand la question de l'avenir de nos enfants se pose, chacun doit apporter sa contribution à la construction d'un autre monde.

Le Jas : Comment pensez-vous alors que ce mouvement se concrétisera dans les faits ?

J-P. D : Cela nécessite une réflexion sur la mobilisation des habitants. Car on a beau avoir une conscience, agir seul est souvent compliqué. La conduite du changement nécessite la mobilisation des groupes, qui facilitent l'adéquation entre l'opinion et le comportement. C'est là que le rôle des élus locaux est essentiel. Car c'est dans la proximité que l'on peut le plus efficacement donner l'occasion et la capacité aux citoyens d'être co-acteurs, coproducteurs du futur, avec un politique dont le rôle est d'écouter pour mieux guider. D'ailleurs

les expériences les plus encourageantes sont aujourd'hui issues d'une confiance entre les élus locaux, le mouvement associatif, et les habitants eux-mêmes. Mais cette relation de confiance doit s'établir partout. Aucune décision ne doit être prise sans débat préalable, aucun débat ne peut être utile sans pédagogie des enjeux. C'est ce que j'essaie de faire, avec la réforme des retraites dans laquelle je suis engagé aujourd'hui. Mais c'est aussi pour cette raison que je plaide pour que le plus tôt possible à l'école on enseigne aux élèves les caractéristiques de notre modèle de solidarité, de notre système de protection sociale, afin d'en montrer les vertus par rapport à d'autres systèmes moins solidaires.

J-L. S : Je pense moi aussi qu'il faut renforcer dans l'éducation la place des valeurs collectives, qui conditionnent l'épanouissement de chaque individu. C'est pourquoi parmi les 35 réformes que je propose, celle de redéfinir les contours de l'école pour qu'elle ne soit pas simplement un espace dédié aux savoirs et aux compétences, mais aussi aux repères collectifs. Je propose donc que l'école puisse accueillir les aînés du

quartier pour qu'ils partagent leur expérience avec les enfants et les jeunes. Mais aussi qu'elle s'ouvre aux initiatives du monde associatif lorsque celles-ci contribuent au soutien aux parents et aux familles... Je propose que les Journées citoyennes, qui ont fait la preuve de leur efficacité dans près de 1 500 communes aujourd'hui, soient initiées dans toutes les villes de France, car elles constituent à ce jour le levier le plus performant de mobilisation collective, quelque soit l'âge, l'origine, la culture de ceux qui y participent, comme l'a reconnu le Conseil d'État, dans sa récente étude sur la citoyenneté. Je propose que le service public soit le fer de lance du changement, en renforçant sa dimension missionnaire et en accueillant systématiquement et durablement des jeunes en service civique pour apporter une autre dimension qualitative. Mais je propose aussi des réformes institutionnelles indispensables sur le terrain de la démocratisation de la gouvernance, qu'il s'agisse de la protection sociale comme de la décentralisation. Et je pense que ces évolutions sont réalistes, car je crois avec Edgar Morin que *"c'est dans les pires moments que le meilleur est possible"*. ■



Parmi les mesures proposées par Jean-Louis Sanchez, la généralisation de la Journée Citoyenne, qui concerne déjà 2 000 communes. À Angers, celle-ci mobilise chaque année plus de volontaires.

© La Journée Citoyenne

Jean-Louis Sanchez

LA FRATERNITÉ N'EST PAS UNE CHIMÈRE

35 réformes indispensables
pour rétablir le vivre-ensemble

Préface de Jean-Paul Delevoye



L'Harmattan

« L'auteur pose la fraternité comme le défi du XXI^e siècle, parce qu'il conjugue altérité et intériorité. Mais il parle surtout d'un projet politique qui incite les décideurs à offrir à chacun des citoyens la possibilité d'être acteur pour faire vivre un idéal de société ».

« C'est le premier postulat de ce livre : faire que toutes nos forces éducatives et sociales éveillent les consciences, inoculent le désir d'apprendre, développent le sens critique et le recul, et surtout favo-risent l'estime de soi, la connaissance de l'autre et l'enrichissement par la différence. »

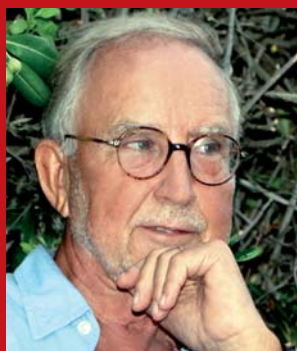
« Le second postulat invite à la nécessité d'une meilleure alliance entre les forces régulatrices de l'Etat et le local, (...) plus apte éveiller la fraternité. C'est en effet au plus près des habitants, et donc avec le concours des élus locaux et des associations, que l'on pourra offrir à chacun la possibilité d'être acteur au profit de la communion et de la cohésion collective. (...) Ce qui fait dire à l'auteur que la fraternité n'est pas une quête d'excellence mais une quête de survie. Car c'est bien pour sur-vivre que nos sociétés occidentales doivent cesser d'être trop performatives, pour que notre culture n'engendre plus le culte de la supériorité mais celui de la fraternité ».

Extraits de la préface de Jean-Paul Delevoye

(Haut-Commissaire aux retraites, ancien président de l'Association des maires de France, ancien médiateur de la République, ancien président du Conseil économique, social et environnemental, ancien ministre de l'Aménagement du territoire)

Jean-Louis Sanchez – Vingt-ans de combat pour la fraternité

Depuis plus de vingt ans Jean-Louis Sanchez refuse de rester passif face au déclin démocratique. Fondateur de l'Observatoire national de l'action sociale (Odas) et du Journal des acteurs sociaux, sa pugnacité l'a déjà conduit dès 1999 à mobiliser l'opinion sur la promotion de la Fraternité, ce qui avait abouti à la consécration par le Président de la République de cette démarche comme Grande cause nationale en 2004. Un encouragement à en faire un levier de résilience collective, en invitant tous les maires de France une « charte de la fraternité », aboutissant dans 7 000 communes à la mise en œuvre d'actions concrètes pour restaurer liens et repères. Parmi celles-ci on peut notamment citer l'essaimage des « Journées citoyennes », qui concernent dorénavant près de 2000 communes, avec la participation de plus de 250 000 habitants à la réalisation de



projets collectifs. En 2015 après les attentats de Paris, Jean-Louis Sanchez lance un nouvel Appel à la fraternité, visant à démontrer qu'une société désunie est une société désarmée, qui recueillera 5 000 signatures de personnalités de tout premier plan et de responsables associatifs. Cet Appel insistera notamment sur la nécessité de bâtir un projet de société apte à refonder la citoyenneté, la solidarité et la gouvernance, conformément au contenu d'un ouvrage que Jean-Louis Sanchez a publié en 2013, aux éditions Les Liens qui Libèrent, « La Promesse de l'autre ». Et depuis lors, son souci de donner un caractère plus opérationnel et plus didactique aux constats et propositions l'ont amené à publier ce nouvel ouvrage aux éditions L'Harmattan, précisant les 35 réformes indispensables pour rétablir le vivre-ensemble.

La Fraternité n'est pas une chimère :

35 réformes indispensables pour rétablir le vivre-ensemble

TABLE DES MATIERES

PROLOGUE

Rendre possible ce qui est nécessaire, par Christophe Béchu...9

PREFACE

Un véritable projet de société, par Jean-Paul Delevoye.....11

INTRODUCTION.....15

1. Quel cap ?

Cessons de mutiler la devise républicaine.....21

Refuser que l'excès de liberté n'entrave d'autres valeurs.....22

Choisir une identité de destin.....24

Rétablir les trois dimensions de la République.....25

2. Quel engagement ?

Assumons notre responsabilité individuelle sur le vivre-ensemble.....29

Mettre en place un service civique national.....30

Organiser dans chaque ville une « Journée citoyenne ».....31

Rappeler et valoriser notre interdépendance.....33

Mettre fin à la dictature des normes.....34

Faire de l'engagement associatif un réflexe naturel.....36

Ne plus décréter le bénévolat, mais l'enraciner.....38

3. Quelle intégration ?

Faisons de la diversité des âges et des cultures le fer-de-lance de la croissance.....41

Inverser notre perception du vieillissement.....42

Offrir à chaque senior un rôle éducatif.....44

Promouvoir une lecture vivifiante de l'immigration.....46

Rappeler le lien indissociable entre intégration et fraternité.....47

Confier la politique de la ville aux villes.....49

4. Quelle éducation ?

Unissons les expériences pour diversifier les savoirs.....53

Aider à ne plus être parent tout seul.....54

Transformer l'école des enseignants en l'école du quartier.....56

Ouvrir l'école de la République à d'autres professionnels.....58

5. Quelle insertion ?

Requalifions l'emploi pour bannir l'exclusion.....61

Cesser de diaboliser l'insertion.....61

Encourager la renaissance d'emplois non qualifiés.....63

Rattacher la politique de l'emploi à ceux qui peuvent agir.....65

Réorienter le travail social vers le développement local.....67

6. Quelle protection ?

Cessons de privilégier ce qui enferme sur ce qui libère.....71

Désenclaver la Sécurité sociale.....72

Amplifier la dimension humaine de l'accessibilité.....74

Choisir entre principe de précaution et vie sociale.....75

7. Quel service public ?

Redonnons la première place au public.....79

Valoriser la mission avant le métier.....80

Ne pas confondre fonction publique locale et nationale.....82

Mettre fin au narcissisme institutionnel.....84

8. Quelle décentralisation ?

Soutenons la colère des maires.....87

Renforcer la République en la rendant concrète.....88

Cesser d'asphyxier les collectivités locales.....90

Distinguer social et sociétal.....90

Se méfier de la simplification qui complexifie.....93

9. Quelle autorité ?

Privilégier l'urgence d'Etat sur l'état d'urgence.....95

Réformer oui, mais à bon escient.....96

Partager le pouvoir pour consolider la décision.....98

Stimuler le ressourcement de la vie associative.....100

Décider mais en connaissance de cause.....102

CONCLUSION.....105

Annexes.....109

Appel à la Fraternité (1999).....111

Nouvel Appel à la Fraternité (2015).....117

BON DE COMMANDE PAR CORRESPONDANCE

- Je souhaite commander l'ouvrage « **La Fraternité n'est pas une chimère** », au tarif de 12 euros TTC. Frais de port offerts.

Nombre d'exemplaires commandés : (merci de préciser)

Tarif total : 12,00 € X = € (merci de préciser)

- Je règle par chèque ci-joint (une facture acquittée vous sera adressée).

- Je vous adresse ci-joint un Bon de commande administratif

(réservé aux administrations).

À RENVOYER AU : JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE,
13 BOULEVARD SAINT-MICHEL, 75 005 PARIS.

Joindre votre règlement par chèque, ou si la commande est passée par une administration, joindre le bon de commande administratif.

ADRESSE DE LIVRAISON DE L'OUVRAGE

ORGANISME :

PRÉNOM ET NOM :

SERVICE :

ADRESSE :

CODE POSTAL :VILLE :

TÉLÉPHONE : E-MAIL :

Si l'adresse de facturation est différente de cette adresse. Merci de nous le préciser.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT :

TÉL : 01 53 10 24 10 - E-mail : maria.lillo@lejas.com